

Mosi-Oa-Tunya et quelques hôtels à proximité des chutes, la ville de Livingstone, située à une dizaine de kilomètres du site, a connu l'implantation récente de *The Falls Resort Complex*, un ensemble de grands hôtels de luxe doté d'un centre de conférence, construit et géré par la firme sud-africaine Sun International, et destiné aux voyages d'affaires. Ces extensions récentes, complétées par les *lodges* en cours de développement dans le Chobe National Park, sur le territoire botswanais, préfigurent la formation d'un espace touristique transfrontalier [STOCK *et al.*, 2003].

Cette création d'un lieu par la puissance coloniale s'est bien évidemment faite au détriment des anciens occupants. Historiquement, la ligne du fleuve délimitait les royaumes lozi au nord et ndebele au sud. L'arrivée des Britanniques va bouleverser cette organisation, mais va aussi pérenniser la frontière entre Lozi et Ndebele, qui sera conservée pour délimiter la Rhodésie du Sud et du Nord et plus tard la Zambie et le Zimbabwe (v. État ; Découpages).

Les chutes Victoria, territoire

La continuation dans le temps des frontières entre royaumes africains et empire britannique n'est pas uniquement le fruit d'une évidence topographique. Plus fondamentalement, le choix des colonisateurs répondait à une stratégie politique consistant à privilégier certains groupes sociaux par rapport à d'autres dans la mise en place de l'administration rhodésienne. Autour des chutes Victoria, les Britanniques ont favorisé le royaume lozi, au détriment du groupe social leya qui habitait à proximité directe du fleuve. Alors que les rois lozi sont reconnus par la couronne britannique dans un simulacre d'accord politique caractéristique de l'*indirect rule** britannique, les Leya sont définitivement chassés des abords du fleuve.

Ce sont eux qui pourtant occupaient l'espace fluvial. Soumis aux Lozi auxquels ils devaient payer un tribut, les Leya utilisaient leur connaissance du fleuve pour conserver une certaine autonomie sur les marges du royaume, notamment en proposant leurs services pour traverser le fleuve en amont des chutes où les bancs de sable et les courants pouvaient être dangereux pour un étranger. De fait, la

culture et la société leya étaient étroitement liées au fleuve, représentant le lien avec les ancêtres, le lieu de purification contre les maladies et une zone de refuge en cas d'attaque des Lozi ou des Ndebele. Les deux chefs coutumiers habitaient jusqu'au début du xx^e siècle sur des îles en amont des chutes et pouvaient se réfugier dans des grottes le long des parois rocheuses en aval de la cataracte. Le fleuve Zambèze constituait donc un véritable territoire social pour les Leya, bien avant d'être une zone de frontière. Les Britanniques allaient les repousser entièrement en dehors du secteur des chutes. En 1940, plus aucun Leya n'était présent entre Livingstone et Victoria Falls, les deux villes situées respectivement au nord et au sud du fleuve.

Le mouvement de patrimonialisation qui touche actuellement les secteurs de la culture et de l'environnement peut sans doute recréer un territoire associé au fleuve. Le classement des chutes au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO en 1989, la diversification des activités sportives et des pratiques touristiques (saut à l'élastique ou *bungee* depuis le pont, *rafting* dans les gorges du fleuve, survol en hélicoptère du site, croisière fluviale, etc.) et les animations culturelles retraçant la vie des Leya redonnent une vie au site partiellement débarrassée de son élitisme impérial. Mais cette nouvelle spatialité, réinvention d'une tradition [HOBBSAWM et RANGER, 1983] et définition d'un nouveau patrimoine [CORMIER-SALEM *et al.* 2002], s'effectue dans des termes qui ont désormais plus à voir avec une mondialisation (v.) de la culture qu'avec un espace social localisé.

LE COPPERBELT

Le Copperbelt, la "ceinture du cuivre", est une région minière de Zambie. Ce territoire de 30 000 kilomètres carrés est devenu, depuis le milieu du xx^e siècle, un centre industriel de première importance en Afrique : importance des gisements de cuivre qui, de part et d'autre de la frontière avec la République démocratique du Congo, constituent l'une des plus grandes zones minières du continent ; importance de la concentration urbaine qu'a provoquée la rapide industrialisation de la région ; et

importance de la ressource cuprifère comme élément déterminant dans l'organisation du territoire national zambien et dans ses relations avec l'extérieur.

À ce titre, le Copperbelt représente un condensé des questions qui se posent aux pays africains dans l'exploitation et la mise en valeur de leurs ressources minières, dans les processus d'industrialisation et d'urbanisation qui leur sont liés et dans les relations ville/campagne (v.). La géographie du Copperbelt soulève ainsi la question de la modernisation du continent.

L'exploitation du cuivre, une situation de dépendance

La région du cuivre fait partie d'un gisement plus vaste qui s'étend dans la région du Shaba en République démocratique du Congo (RDC), lui-même élément le plus septentrional de la dorsale minière qui parcourt toute l'Afrique australe (le diamant de Kimberley ou l'or du Rand en Afrique du Sud, le charbon de Hwange et le Great Dyke au Zimbabwe). Plus au nord du continent, les ressources minières sont plus rares, à l'exception notable du pétrole (v.).

Le développement d'une activité économique centrée sur l'exportation d'une ressource unique est un des traits marquants des économies africaines, qu'il s'agisse de ressources minières ou de produits agricoles. Cette structuration économique a deux conséquences importantes. D'une part, elle fragilise les États dépendants d'une seule ressource et de ses éventuelles fluctuations économiques. D'autre part, elle induit une dépendance par rapport aux marchés mondiaux qui sont généralement arbitrés par des grandes firmes dont les objectifs sont très éloignés des préoccupations nationales des pays africains.

En Zambie, le cuivre constitue la ressource principale du pays depuis les années trente. À l'indépendance, en 1964, le minerai représentait 47 % du PIB et 92 % des recettes à l'exportation du pays. En 1998, celui-ci contribuait encore pour 10 % du PIB et 80 % des recettes à l'exportation. Entre ces deux dates, l'exploitation du cuivre a connu deux phases en Zambie. Une phase d'industrialisation portée par un cours du cuivre élevé et une phase de crise où

l'objectif va être de diversifier l'économie zambienne et de limiter la dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Les Britanniques, maîtres de la région au début du *xx^e* siècle, ont organisé la mise en valeur des territoires de l'Afrique australe en fonction des impératifs liés à l'exploitation des mines. La rapide progression des lignes de chemin de fer (en Zambie, la ligne Copperbelt-Livingstone) allait principalement être motivée par la nécessité d'exporter les minerais vers les ports maritimes du continent. Le cuivre commence à être exploité dans ce qui était à l'époque la Rhodésie du Nord à partir des années trente, par deux compagnies britanniques, l'Anglo-American et la Roan Selection Trust. Jusqu'à l'indépendance du pays, l'industrie du cuivre reste une activité largement extravertie : les compagnies privées investissent peu dans l'économie locale autrement que pour renforcer l'industrie minière et payent jusqu'en 1950 leurs impôts en Grande-Bretagne. La création en 1953 d'un système fédéral regroupant la Rhodésie du Nord et du Sud, ainsi que le Nyasaland (futur Malawi) ne transforme pas fondamentalement cette situation. Les industries du Copperbelt restent contrôlées par des compagnies étrangères, tandis que les industries manufacturières restent situées à l'étranger (notamment en Rhodésie du Sud). En 1957-1958, les mines du Copperbelt ont dégagé 92,5 millions de livres, dont seulement 11,7 millions ont pu être utilisés par la Rhodésie du Nord [Dubresson in DALOZ et CHILESHE, 1996]. Dans ce contexte, le gouvernement de Kenneth Kaunda (au pouvoir depuis l'indépendance, en 1964, jusqu'en 1991) va chercher à reprendre le contrôle de l'activité minière et manufacturière du pays. Il procède à l'étatisation des entreprises du secteur à la fin des années soixante et utilise largement les revenus tirés du cuivre pour moderniser le pays. Entre 1964 et 1974, le PNB augmente de 10 % par an. La Zambie est alors un des premiers producteurs de cuivre au monde avec une production qui dépasse 700 000 tonnes par an. De grands investissements en infrastructures sont réalisés dans l'objectif de sécuriser l'exportation du minerai et l'approvisionnement en produits nécessaires à l'industrie : création du barrage (v. Grand barrage) de Kariba sur le Zambèze pour la production hydroélectrique, améliora-

tion des routes, création au début des années soixante-dix d'un oléoduc et d'une voie de chemin de fer vers le port tanzanien de Dar es-Salaam. Cet axe s'avère vital pour la Zambie qui vient de couper ses relations économiques avec la Rhodésie du Sud par laquelle transitait auparavant le cuivre, mais où le régime d'apartheid* est en guerre contre les mouvements noirs de libération.

L'embellie économique de la Zambie est cependant de courte durée. La chute des cours du cuivre à partir du milieu des années soixante-dix va entraîner le pays dans une crise profonde. Crise économique d'abord, qui va obliger le gouvernement à diversifier l'économie du pays, notamment en faveur de l'agriculture, à s'endetter lourdement et va finalement l'amener à faire appel aux organisations financières internationales, le FMI et la Banque mondiale. Cette situation va provoquer une crise politique. Le parti au pouvoir depuis l'indépendance s'ouvre aux exigences libérales du FMI sans réussir à sortir le pays de la crise. Il perd les premières élections libres du pays organisées en 1991, au profit d'un parti issu des syndicats de l'industrie. De fait, le Copperbelt aura occupé une place centrale dans la contestation du parti de K. Kaunda et va voter massivement en faveur du changement. En 1991, la région vote pour le nouveau président et ancien leader syndical Frederick Chiluba à 90 % alors qu'il ne recueille que 75 % des voix sur l'ensemble du territoire national. Mais l'arrivée de Chiluba ne change pas fondamentalement la situation économique. Le pays continue à vivre une crise profonde. La production de cuivre a baissé dans les années quatre-vingt à 450 000 tonnes par an et ne va pas remonter la décennie suivante malgré une légère embellie du prix du cuivre. Le nouveau gouvernement va finalement décider de privatiser les compagnies minières. Mais la vétusté des équipements, les gisements qui paraissent être en fin de vie et les problèmes socioprofessionnels liés à la forte prévalence* du SIDA (v. VIH/Sida) parmi les mineurs ne vont pas inciter les acquéreurs potentiels à faire des offres intéressantes à l'État zambien. Les Sud-Africains, puis, plus récemment, les Indiens investissent finalement dans les mines du Copperbelt.

C'est donc une histoire de dépendance qu'a vécue la Zambie à travers le Copperbelt : dépendance vis-à-vis d'une ressource et dépendance vis-à-vis de structures internationales (v. Développement ; État). Les grandes compagnies minières, trente ans après les nationalisations zambiennes, réinvestissent aujourd'hui le secteur ; les grands financiers de la planète, dans l'intervalle, sont intervenus pour endiguer la crise et ont imposé un programme libéral. La chute du prix du cuivre ne peut donc pas être prise comme une donnée explicative unique des difficultés que connaît la Zambie. À cette analyse doit s'ajouter une compréhension précise des réseaux qui structurent et hiérarchisent les politiques industrielles mondiales.

Le cuivre, facteur d'aménagement du territoire

L'industrialisation, précoce à l'échelle du continent, de ce bassin minier a déjà entraîné une forte urbanisation. À l'indépendance du pays, 20,5 % des Zambiens habitent en ville, mais ils sont 35,3 % dix ans plus tard. Sur cette période, alors que la Zambie connaît un accroissement de la population de 3 % par an, le Copperbelt voit sa population augmenter de 7 % par an. En 1980, 40 % des Zambiens sont citadins, ce qui en fait une des populations les plus urbanisées du continent – à l'exception de l'Afrique du Nord et de l'Afrique du Sud (v. Johannesburg/Soweto ; Tableau). Aujourd'hui, le Copperbelt constitue une conurbation de près de deux millions d'habitants, avec deux villes de plus de 500 000 habitants (Ndola et Kitwe) et trois de 200 000 habitants (auxquelles on pourrait associer le million d'habitants de Lubumbashi en RDC).

La concentration urbaine du pays est ainsi très prononcée. Si l'on ajoute les autres centres urbains (Lusaka, la capitale, et Kabwe, quatrième ville du pays) situés le long de l'axe Copperbelt-Livingstone, c'est la quasi-intégralité des zones urbaines qui sont rassemblées sur un axe de 600 kilomètres dans un pays de 750 000 km². Les déséquilibres sont profonds dans l'organisation du territoire, malgré des tentatives de rééquilibrage par les autorités. La construction du chemin de fer vers la Tanzanie n'a pas réussi à déplacer les centres de production (v. Découpages). L'axe Copperbelt-

Livingstone, construit pour relier la zone minière aux centres de production zimbabwéens et sud-africains (v. SADC), concentre encore la majorité de la population, de l'industrie et des emplois du pays. Sur cet axe passe la principale ligne électrique du pays, qui relie le barrage de Kariba (sur le Zambèze) au Copperbelt, où est consommée 70 % de l'électricité du pays. Par ailleurs, les politiques en faveur de l'agriculture mises en place avec le début de la crise du cuivre ont eu un effet limité sur les équilibres régionaux de la Zambie. Les activités agricoles et l'élevage couvrent moins de la moitié du territoire national. Signe de l'extrême concentration de la production, près de 45 % des revenus agricoles sont produits par les quelques centaines de fermes commerciales de l'axe Copperbelt-Livingstone.

Ville, campagne et modernité

La crise que connaît le secteur cuprifère depuis maintenant trente ans a un impact important sur la dynamique démographique de la région et sur les liens entre la ville et la campagne (v. Ville/campagne). Alors que le taux d'accroissement urbain dans le Copperbelt dépassait celui des autres villes du pays jusqu'en 1980, la tendance s'inverse après cette date. Certaines villes perdent même des habitants dans un mouvement de "contre-urbanisation" qui contraste avec les tendances générales du continent. Cet exode touche principalement les anciens employés des mines et de l'industrie manufacturière. La crise du cuivre et ses conséquences sur l'ensemble de l'appareil étatique ont des effets dramatiques sur les emplois industriels et plus largement sur l'administration. De nombreuses personnes licenciées se retrouvent dans des situations économiques et sociales précaires. De la même manière, les retraités du Copperbelt voient eux aussi leur pouvoir d'achat diminuer. Certains parmi les plus durement touchés préfèrent alors revenir à la campagne que demeurer dans une ville en crise. Ce retour à la terre peut concerner des gens qui sont nés à la campagne, mais il touche surtout des citoyens que plus rien ne rattache personnellement au monde rural, à l'exception de relations familiales parfois entretenues sur plusieurs géné-

rations. Dans ce contexte, le retour est souvent difficile. La réintégration dans les villages nécessite de la part du migrant des ressources à la fois économiques, sociales et culturelles que tous n'ont pas. En ce sens, l'innovation sociale ne concerne pas uniquement des citoyens "modernes" mais aussi des personnes que leur histoire oblige à revenir à la "tradition" du monde rural [FERGUSON, 1999].

C'est la représentation de la modernisation africaine qui est ainsi à nouveau questionnée (v. Développement ; Mondialisations). La Zambie, à travers la région du Copperbelt, a longtemps constitué un laboratoire grandeur nature de l'industrialisation et de l'urbanisation de l'Afrique subsaharienne (v. Urbanités). Au milieu du xx^e siècle, le pays était présenté comme l'avant-garde d'une modernisation dont on pensait qu'elle pouvait à terme toucher tout le continent. Suivant un schéma classique de développement inspiré de l'histoire européenne, l'industrialisation d'une région et son urbanisation étaient vues comme des phénomènes liés, inscrivant tous deux l'Afrique dans la modernité. Le retour à la terre provoqué par la crise du cuivre dans le Copperbelt relativise fondamentalement cette vision linéaire de la modernisation. Il montre que, d'une part, les trajectoires régionales ou nationales ne suivent pas toutes les mêmes phases de développement. Plus qu'un exemple en avance sur son temps, la Zambie s'est trouvée dans une situation originale par rapport aux autres pays africains. Ce cas illustre, d'autre part, la complexité des relations entre les villes et les campagnes. Ces dernières ne sont pas nécessairement à la traîne par rapport aux villes. Au contraire, dans des périodes de crise économique et de retrait de l'État, les campagnes peuvent devenir un élément fondamental pour la survie des citoyens, comme lieux de production susceptibles de remplacer les grands circuits de distribution déstructurés par la crise et comme lieux d'accueil pour les plus durement touchés par les problèmes économiques et sociaux que traversent les villes.

C'est donc la place de la campagne et le rôle du monde rural (v. Dynamiques rurales) comme facteur de changement social et culturel qui peuvent être réévalués à travers les difficultés que connaît actuellement le Copperbelt.

Anne Volvey (dir.) Yveline Déverin Myriam Houssay-Holzschuch
Estienne Rodary Isabelle Surun Karine Bennafla

L'Afrique



Les auteurs

Anne Volvey (dir.), ancienne élève de l'ENS Fontenay St-Cloud est agrégée de géographie et maître de conférences en géographie à l'université d'Artois.

Yveline Déverin, ancienne élève de l'ENS Fontenay, est agrégée de géographie et maître de conférences en géographie à l'université de Toulouse-le-Mirail.

Myriam Houssay-Holzschuch, ancienne élève de l'ENS Ulm, est agrégée de géographie et maître de conférences en géographie à l'ENS-LSH (Lyon).

Estienne Rodary est docteur en géographie.

Isabelle Surun, ancienne élève de l'ENS Ulm, est agrégée d'histoire et maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Lille-3.

Avec la participation de **Karine Bennafla**, ancienne élève de l'ENS Fontenay St-Cloud, agrégée de géographie et maître de conférences en géographie à l'université de Lyon-2.

Les auteurs remercient pour leur participation à des titres divers Anne Gaugue, maître de conférences en géographie à l'université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, Marie-Albane de Suremain, docteur en histoire contemporaine, enseignante au lycée Viollet-Le-Duc, Villiers-Saint-Frédéric, et Valéry Gaillard, réalisateur de cinéma. Ils remercient également l'artiste Ernest Pignon-Ernest, J. Krekelaar du Centre Edmond Fortier et la Compagnie Guépard pour l'autorisation de publication des documents photographiques correspondant à leurs différentes activités ou fonds.

Édition : **Philippe Lemarchand.**

Assisté de : **Michèle Miroir.**

© Atlande, 2005 Tous droits réservés

ISBN : 2-912232-59-7